

Brochure n° 3051

Convention collective nationale

IDCC : 567. – **BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVREURIE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**
(12^e édition. – Novembre 2002)

**PROTOCOLE D'ACCORD TECHNIQUE DU 26 JANVIER 2005
À L'ACCORD PARITAIRE RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : ASET0550295M

IDCC : 567

Le présent protocole a pour but de fixer les modalités de présentation des comptes de résultats techniques annuels à la commission paritaire nationale, conformément à l'accord paritaire du 26 janvier 2005 à la convention collective.

Article 1^{er}

Modalités d'établissement des comptes annuels

L'union nationale de prévoyance de la mutualité française, ci-après dénommée UNPMF, s'engage à adresser, à la fin de chaque exercice, au plus tard le 30 juin suivant la clôture de l'exercice considéré, à la commission paritaire nationale un rapport technique et financier s'appuyant sur deux types d'analyse :

- un compte de résultat dont le fonctionnement est décrit ci-après ;
- une analyse complète permettant de suivre les résultats de chaque garantie ainsi que des informations détaillées relatives aux bénéficiaires de prestations ;
- des données statistiques sur la population adhérente au régime.

I. – Compte de résultats

L'UNPMF et l'OCIRP établissent, au plus tard le 30 juin suivant la fin de l'exercice considéré, des comptes de résultats pour la branche correspondant aux risques pour lesquels ils sont assureurs.

1. Présentation des comptes de résultats

Ces comptes de résultats sont présentés au titre de l'exercice N et comprennent les éléments suivants :

Au crédit :

- les cotisations brutes de l'exercice ;
- les provisions techniques constituées au 31 décembre de l'exercice N – 1 ;
- le prélèvement au fonds de revalorisation ;
- les produits financiers.

Au débit :

- le report de perte non amortie N – 1 ;
- les prestations payées de l'exercice ;
- les prélèvements de gestion ;
- les provisions techniques constituées au 31 décembre de l'exercice N ;
- la dotation du fonds de revalorisation correspondant aux indemnités journalières et rentes invalidité.

Détermination du solde de l'exercice N (au débit ou au crédit) :

Selon la présentation suivante :

CCN bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent

Ensemble des contrats

Résultat global exercice N

(En euros.)

COMPTE au 31 décembre N	DÉBIT	CRÉDIT
Report de perte non amortie N – 1	0,00	
Cotisations brutes		0,00
Prélèvement de gestion	0,00	
Prestations payées	0,00	
Provisions mathématiques au 31 décembre N – 1		0,00
Provisions PSAP au 31 décembre N – 1		0,00
Provisions pour tardifs au 31 décembre N – 1		0,00
Provisions mathématiques au 31 décembre N – 1	0,00	
Provisions PSAP au 31 décembre N – 1	0,00	
Provisions pour tardifs au 31 décembre N – 1	0,00	
Fonds de revalorisation		
– dotations aux revalorisations	0,00	
– prélèvement sur revalorisations		0,00

COMPTE au 31 décembre N	DÉBIT	CRÉDIT
Produits financiers		0,00
Solde de l'exercice	0,00	0,00
Etabli le jj/mm/aaaa	0,00	0,00

**CCN bijouterie, joaillerie,
orfèvrerie et activités qui s'y rattachent**

Ensemble des contrats

Garantie exercice N

(En euros.)

COMPTE au 31 décembre N	DÉBIT	CRÉDIT
Report de perte non amortie N - 1	0,00	
Cotisations brutes		0,00
Prélèvement de gestion	0,00	
Prestations payées	0,00	
Provisions mathématiques au 31 décembre N - 1		0,00
Provisions PSAP au 31 décembre N - 1		0,00
Provisions pour tardifs au 31 décembre N - 1		0,00
Provisions mathématiques au 31 décembre N - 1	0,00	
Provisions PSAP au 31 décembre N - 1	0,00	
Provisions pour tardifs au 31 décembre N - 1	0,00	
Produits financiers		0,00
Solde de l'exercice	0,00	0,00
Etabli le jj/mm/aaaa	0,00	0,00

2. Composition du compte de résultats

a) Report de perte non amortie N - 1

Il s'agit du solde débiteur du compte de résultat N - 1 non amorti par la provision d'égalisation (y inclus les produits financiers débiteurs sur la base du TME [taux moyen des emprunts d'Etat] moyen de l'exercice N).

b) Cotisations brutes de l'exercice

Il s'agit des cotisations commerciales (y compris les frais de gestion) afférentes à l'exercice N.

c) Prélèvement de gestion

Il s'agit des frais de gestion contractuels appliqués sur les cotisations brutes de l'exercice N.

d) Prestations payées de l'exercice

Il s'agit de l'ensemble des prestations réglées au cours de l'exercice (capitaux décès tels que mentionnés au contrat, indemnités journalières, rentes d'invalidité-incapacité, rentes éducation, rentes de conjoint).

Les prestations sont brutes, c'est-à-dire qu'elles intègrent les prélèvements sociaux.

e) Provisions

Les provisions techniques sont des sommes destinées à permettre à l'UNPMF et à l'OCIRP le règlement intégral des engagements pris envers les assurés et bénéficiaires de contrats pour les risques qu'ils assurent respectivement.

Les modalités de constitution des provisions techniques sont réglementées par les textes législatifs, le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale et par le nouveau plan comptable.

Les provisions techniques à constituer sont listées par l'article L. 212-1 de l'actuel code de la mutualité et le code de la sécurité sociale. Les règles de constitution dépendent du risque couvert et sont fixées par arrêtés et par décrets.

Il s'agit des provisions mathématiques (indemnités journalières, invalidité en attente, invalidité en cours, décès visé par la loi Evin n° 2001-624 du 17 juillet 2001, rentes éducation, rentes de conjoint).

Les provisions mathématiques représentent la valeur actuelle probable des engagements mis à la charge de l'UNPMF et de l'OCIRP. Elles sont calculées par risque « tête par tête » selon :

- les tables en vigueur prévues par la réglementation ;
- les taux d'actualisation (taux techniques) respectifs retenus par l'UNPMF et l'OCIRP au moment du calcul, dans les limites prévues par la réglementation (au maximum 75 % du TME, sans pouvoir dépasser 4,5 % pour les rentes indemnités journalières et invalidité, au maximum 60 % du TME, sans pouvoir dépasser 3,5 % pour le décès et les rentes éducation).

L'UNPMF et l'OCIRP se réservent le droit de procéder à un changement de tables et de taux techniques en cas de modifications législatives et/ou réglementaires ou de décisions de son comité de gestion pour l'UNPMF et de son conseil d'administration pour l'OCIRP.

Un inventaire « tête par tête » des provisions mathématiques au 31 décembre de l'exercice de clôture N peut être fourni à la demande.

Indemnités journalières et invalidité :

Le mode de calcul des provisions des prestations d'incapacité (indemnités journalières) et d'invalidité est défini par l'arrêté du 28 mars 1996 (*JO* du 30 avril 1996) et par l'article A. 212-9 de l'arrêté du 2 mai 2002 (*JO* du 5 mai 2002).

Les provisions mathématiques de ces risques au titre des sinistres en cours au 31 décembre de l'exercice N sont la somme :

- des provisions correspondant à l'engagement de versement des prestations ;
- des provisions dites pour rentes en attente relatives aux rentes d'invalidité susceptibles d'intervenir ultérieurement au titre des sinistres d'incapacité en cours ;
- des provisions correspondant aux prestations d'invalidité à verser après le 31 décembre de l'exercice N.

Le calcul de ces provisions est effectué à partir des lois de maintien en incapacité de travail et invalidité du bureau commun des assurances collectives BCAC (tables de référence) et des taux d'actualisation (taux technique) maximums prévus par la réglementation et en vigueur au moment du calcul.

Rentes éducation :

Les provisions sont calculées selon les tables de référence et les taux d'actualisation (taux technique) maximums prévus par la réglementation et en vigueur au moment du calcul (table de référence actuelle TPG 93).

Rentes de conjoint temporaires :

Les provisions sont calculées selon les tables de référence et les taux d'actualisation (taux technique) maximums prévus par la réglementation et en vigueur au moment du calcul (table de référence actuelle TPG 93).

Décès visé par la loi Evin n° 2001-624 du 17 juillet 2001 :

Les provisions au titre du maintien de la garantie décès pour les dossiers arrêts de travail en cours à la clôture de l'exercice N sont calculées à partir des tables d'expérience du BCAC. Elles sont escomptées au taux technique en vigueur au moment du calcul.

Cette provision est calculée tête par tête à partir du fichier des provisions et du niveau des garanties décès prévues contractuellement.

Les salaires servant à l'évaluation des capitaux sous risques sont reconstitués, à défaut, à partir des prestations mensuelles versées.

Pour les contrats souscrits à compter du 1^{er} janvier 2002, les provisions sont constituées immédiatement pour les arrêts de travail en cours.

Provisions pour sinistres à payer (PSAP) : indemnités journalières, invalidité en cours, garanties décès :

Elles représentent la valeur estimative des prestations connues mais non réglées à la date de clôture de l'exercice N. Elles sont déterminées tête par tête à partir des dossiers en cours à la clôture sur la base du nombre de jours restants à indemniser pour les prestations périodiques.

Elles concernent également les déclarations tardives au titre des garanties décès ; elles sont déterminées à partir des cadences constatées sur ce type de risque.

Provisions pour tardifs :

Les provisions pour tardifs permettent de prendre en compte les déclarations tardives (non connues au jour de l'établissement de clôture de l'exercice N), et qui seront réglées lors des exercices comptables futurs.

Le montant à provisionner est estimé à partir des cadences de règlements observables sur le suivi technique ou éventuellement sur la base du rapport prestations sur cotisations nettes par exercice de survenance.

f) Produits financiers

Pour l'UNPMF, le taux financier de rémunération des provisions techniques est égal à 90 % du TME moyen de l'exercice N.

Pour l'OCIRP, le taux financier de rémunération des provisions techniques est égal à 90 % du taux de rendement comptable de l'OCIRP hors plus-value latente de l'exercice N.

Son mode de calcul est :

$[(\text{provisions au } 31/12/N - 1 + \text{provisions au } 31/12/N)/2] \times \text{taux financier}$

*g) Dotation au fonds de revalorisation
pour les garanties assurées par l'UNPMF*

Le fonds de revalorisation est destiné à financer la réévaluation des prestations périodiques en cours de service assurées par l'UNPMF.

Il est alimenté chaque année par un prélèvement de 6 % sur les cotisations nettes des prélèvements de gestion sur les garanties indemnités journalières, rentes invalidité, rentes éducation et rentes de conjoint.

*h) Prélèvement au fonds de revalorisation
pour les garanties assurées par l'UNPMF*

Le prélèvement au fonds de revalorisation est déterminé en appliquant aux provisions techniques au 31 décembre N - 1 le taux de revalorisation de l'exercice, limité à l'évolution du point AGIRC entre l'exercice écoulé et l'exercice précédent.

Les revalorisations sont servies dans la limite des disponibilités financières de deux fonds Vie et Non Vie créés à cet effet par l'UNPMF (visés au chapitre IV, article 10, paragraphe 3 des conditions générales du contrat de prévoyance collective).

En cas de résiliation, les rentes sont maintenues au niveau atteint par l'UNPMF.

i) Solde de l'exercice N

Si le solde est débiteur, le montant sera inscrit au crédit du compte. A l'inverse, le solde créditeur figurera au débit du compte de résultats.

Le solde de l'exercice N est reporté sur la provision d'égalisation de la manière suivante :

- 75 % du solde créditeur de l'exercice N au crédit de la provision d'égalisation ;

- 100 % du solde débiteur de l'exercice N au débit de la provision d'égalisation.

II. – Suivi technique

L'UNPMF et l'OCIRP établissent, au plus tard le 30 juin suivant la fin de l'exercice considéré, des comptes de résultats pour la branche.

Un tableau de suivi technique détaille les cotisations et les prestations par exercice comptable et par exercice de survenance.

Les provisions constituées au 31 décembre de l'exercice de clôture N sont également ventilées par survenance.

Un suivi technique est réalisé pour chaque risque et au niveau global de la branche.

III. – Provisions d'égalisation

Cette provision a pour objet de lisser dans le temps les variations des résultats techniques des risques prévoyance. Ainsi la provision constituée les années excédentaires sert à compenser tout ou partie des années déficitaires.

1. Fonctionnement des provisions d'égalisation

Les provisions d'égalisation sont constituées par 75 % des excédents générés par les comptes de résultats de l'exercice N.

En accord avec la réglementation fiscale applicable (CGI, article 39 *quinquies* GB), la limite maximale est fixée en fonction des effectifs assurés au titre de l'exercice N.

La part du solde débiteur du compte de résultat N non amorti par la provision d'égalisation est reporté, y inclus les produits financiers débiteurs sur la base du TME moyen de l'exercice N, au débit du compte de résultats de l'exercice N+1 (cf. paragraphe 2 « Composition du compte de résultats », alinéa a « Report de perte non amortie N – 1 »).

2. En cas de résiliation

Les provisions d'égalisation sont la propriété de l'UNPMF et de l'OCIRP au titre des garanties qu'ils assurent respectivement.

3. Présentation des provisions d'égalisation

Ces provisions sont présentées au titre de l'exercice N et comprennent les éléments suivants :

Au crédit :

- le solde au 1^{er} janvier N ;
- les produits financiers ;
- l'alimentation de l'exercice.

Au débit : les prélèvements de l'exercice.

Détermination du solde au 31 décembre de l'exercice N et de l'éventuel report de perte à inscrire au débit du compte de résultats de l'exercice N + 1.

Selon la présentation suivante :

Groupe XXX

Ensemble des contrats

Provision d'égalisation, exercice N

(En euros.)

COMPTE au 31 décembre N	DÉBIT	CRÉDIT
Solde au 1 ^{er} janvier N		0,00
Produits financiers		0,00
Alimentation		0,00
Prélèvements	0,00	
Solde au 31 décembre N		0,00
TOTAUX Etabli le jj/mm/aaaa	0,00	0,00

4. Composition des provisions d'égalisation

a) Solde au 1^{er} janvier N

Il s'agit du report de solde au 31 décembre de l'exercice N – 1.

b) Produits financiers

Les produits financiers sont calculés sur la base de 80 % du TME moyen de l'exercice N sur le solde au 1^{er} janvier N des provisions d'égalisation.

c) Alimentation

L'alimentation est égale à 75 % du solde créditeur du compte de résultats correspondant de l'exercice N.

d) Prélèvements

En cas de solde débiteur du compte de résultats correspondant de l'exercice N, ce solde est compensé intégralement par un prélèvement sur la provision d'égalisation correspondante.

En cas d'insuffisance de la provision d'égalisation, la part du solde débiteur du compte de résultat N non amorti par la provision d'égalisation est reporté, y inclus les produits financiers débiteurs sur la base du TME moyen

de l'exercice N, au débit du compte de résultats de l'exercice N + 1 (cf. paragraphe 2 « Composition du compte de résultats », alinéa a « Report de perte non amortie N - 1 »).

En cas d'excédent de la provision d'égalisation, le prélèvement consiste au transfert de l'excédent selon les modalités décrites à l'article 1^{er} « Fonctionnement de la provision d'égalisation ».

e) Solde au 31 décembre N

Le solde créditeur est reporté au crédit de la provision d'égalisation de l'exercice N + 1, dans le respect des limites énoncées ci-dessus.

Article 2

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 8 % des cotisations et sont inclus dans celle-ci pour l'ensemble des garanties : incapacité de travail, invalidité et incapacité permanente professionnelle, décès, rente conjoint et rente d'éducation.

Fait à Paris, le 26 janvier 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française BJOC ;
Fédération nationale artisanale des métiers d'art et de création ;
UNPMF pour les organismes assureurs.

Syndicats de salariés :

Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;
Fédération Force ouvrière de la métallurgie CGT-FO ;
Fédération des cadres, de la maîtrise et des techniciens de la métallurgie CFE-CGC ;
Fédération de la métallurgie CFTC ;
Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT.